

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 1^{ER} OCTOBRE 2020

Délibération n° 2020-177- DC

Date d'affichage : Le 8 octobre 2020	Le premier octobre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Espace culturel le Cube - Longué-Jumelles, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre septembre deux mille vingt.
Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 69 Excusé(s) : 9 Dont représenté(s) : 7 Absent(s) : 3 Nombre de votants : 76 -----	Présents : (69) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Emmanuel BRAULT, Laurence CAILLAUD, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDÉ, Géraldine LE COZ, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Nathalie MORON, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Patricia VILLARME. Dont suppléé(s) remplacé(s) : Guillaume MARTIN par Guy LANDAIS, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROLIER, Fabrice BARDY par Marie-Odile LE MERCIER Excusés : (9) Jean-Philippe RETIF, Jacqueline TARDIVEL, Bertrand CHANDOUINEAU, Marie-Luce DURAND, Gaëlle FAURE, Benoît LAMY, Nathalie LIEBAULT, Noël NERON, Sylvie TAUGOURDEAU Dont excusés ayant donné pouvoir : (7) Jean-Philippe RETIF à Christian RUAULT, Bertrand CHANDOUINEAU à Patricia VILLARME, Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Nathalie LIEBAULT à Thomas GUILMET, Noël NERON à Béatrice GUILLON, Sylvie TAUGOURDEAU à Grégory PIERRE. Absents : (3) Yann PILVEN Le SEVELLEC, Christophe CARDET, Bernard HENRY
Secrétaires de séance : <i>Colette GAGNEUX de Doué-en-Anjou et Eric MOUSSERION d'Antoigné</i>	

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES AGENTS EN MISSION - REMBOURSEMENT AU RÉEL DES FRAIS DE REPAS

Vu le décret n°2020-689 du 4 juin 2020 modifiant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels territoriaux fixées par le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001,

Vu l'information donnée en Comité Technique,

Considérant que le décret n°2020-689 du 4 juin 2020 offre la possibilité aux collectivités territoriales et établissements publics de déroger au mode forfaitaire de prise en charge des frais de repas des agents en mission ou en stage, en prévoyant un remboursement au réel sur production de justificatifs de paiement et dans la limite du taux de 17,50 € (montant initial du forfait) défini par arrêté ministériel dans le cadre du remboursement forfaitaire.

Considérant que cette mesure a pour objet de gérer au plus juste le montant des remboursements opérés.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- DÉROGER au mode forfaitaire de prise en charge des frais de repas des agents en mission ou en stage

- **APPROUVER** le remboursement au réel des frais de repas des agents en mission ou en stage, sur production des justificatifs de paiement et dans la limite du taux de 17,50 € à compter du 1^{er} octobre 2020.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 76 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 4^{ème} trimestre 2020



Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 finances locales	7.10 Divers – 7.10.6 Autres
-------------------	--------------------	-----------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »